



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-impossible-solution-exemple-des>

L'impossible solution : exemple des services publics

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 775 - février 1980 -

Date de mise en ligne : jeudi 18 septembre 2008

Date de parution : février 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

I. Les faits :

Tout organisme vivant, pour se développer harmonieusement, doit pouvoir s'adapter à l'environnement et à la conjoncture en constante évolution. Des organismes aussi complexes que les Services Publics doivent faire preuve de souplesse pour s'ajuster constamment aux modifications des besoins du public, de ses préoccupations sociales et des incessants progrès techniques. Mais ils se heurtent à certaines contraintes, financières en particulier, qui sont autant d'entraves à leur développement.

En effet, les Services publics doivent constamment renouveler leur matériel et leurs méthodes de travail et mettre à la disposition du public des services toujours plus modernes, plus commodes. Ils doivent, en outre, disposer d'un personnel suffisamment nombreux et compétent. Mais les Services publics ne peuvent pas fixer, sans autorisation préalable du gouvernement, le montant des salaires ou des augmentations de salaires qu'ils croient utile de verser. Ils ne peuvent pas non plus établir les prix des services qu'ils rendent en fonction de leurs charges et de leurs investissements.

Cependant, les Services publics doivent, sinon être rentables, c'est-à-dire rapporter de l'argent comme n'importe quelle entreprise privée, du moins avoir un budget en équilibre. En raison de ce qui précède et de l'inflation qui sévit de façon chronique depuis la première guerre mondiale, avec plus ou moins de virulence suivant les périodes, ils n'y parviennent pas et ne peuvent y parvenir.

Si les Services publics avaient la liberté de fixer les prix des services qu'ils rendent, simplement en fonction des coûts réels des salaires, des investissements, des dépenses de fonctionnement, d'entretien du matériel et des bâtiments, ces prix deviendraient rapidement prohibitifs pour la majorité de la population, c'est-à-dire justement pour ceux qui ont le plus besoin de ces services.

Bien qu'ayant, en principe, des monopoles qui n'ont pas de concurrence à redouter, les Services publics ne peuvent pas atteindre l'équilibre comptable. Il faut que l'Etat vienne à leur secours. Cela - est particulièrement paradoxal pour la S.N.C.F. puisque l'Etat la soutient en même temps qu'il fournit une aide importante, sous différentes formes, aux concurrents du rail. Cela favorise en plus un gaspillage d'énergie.

Les sommes que les Services publics reçoivent de l'Etat s'inscrivent au budget de ce dernier, qui pourtant chaque année est déficitaire lui aussi. Pour ne pas trop alourdir ce déficit, l'Etat ne peut que temporiser, réduire le plus possible les subventions, retarder le paiement des factures qu'il reçoit, faire ralentir l'embauche de personnel, même indispensable, tergiverser sur les augmentations de salaires, les améliorations des conditions de travail, les velléités de modernisation du matériel.

C'est pourquoi l'Etat donne la priorité à l'embauche de personnel auxiliaire. Car les agents auxiliaires peuvent être licenciés sans indemnité, donc à bon compte, quand l'automatisation d'un secteur ou une reorganisation des méthodes de travail ne rend plus leur collaboration nécessaire.

Et c'est pourquoi aussi les Services publics se débarrassent, quand ils le peuvent, de ceux de leurs secteurs qui leur paraissent trop lourds, en les confiant à des sous-traitants. Ces entreprises privées peuvent, elles, demander des prix rentables dont d'ailleurs elles restituent une partie à l'Etat sous forme de taxes et d'impôts. Nous ne devons donc pas être surpris de voir les Services publics faire l'objet de plus en plus de privatisations, c'est-à-dire de les voir tomber aux mains d'entreprises privées.

Il existe pourtant un Service Public qui bénéficie en priorité et trône rapidement de tous les perfectionnements modernes et qui, de plus, est entièrement gratuit : la Défense Nationale. En temps de paix comme en temps de guerre, le prix de revient de ses armements et de l'organisation militaire ne compte pas. Ils ne manquent jamais de crédits. Seul compte le but à atteindre : la Sécurité Nationale. Le régime des comptes s'efface devant l'impératif de l'efficacité.

Ce Service Public est même tellement généreux qu'il peut faire des largesses qu'aucune entreprise privée ou publique ne peut se permettre. Par exemple celle qui consiste à ne jamais facturer à un aviateur qui a dû sauter en parachute le prix de l'avion qui s'est écrasé au sol. Comparez cela au sort du postier qui est responsable sur ses propres deniers de la moindre erreur de caisse.

Rappelons, il est vrai, en passant, que, par ses exportations d'armes, l'Etat encaisse des devises fort utiles, mais personne ne peut certifier que ces armes qui rapportent de l'argent - (l'argent n'a pas d'odeur) -

L'impossible solution : exemple des services publics

ne serviront pas un jour à quelque pays pour s'opposer à nous avec nos propres armes. La puissance d'un pays dépend essentiellement de la modernité et de l'organisation de sa défense nationale. Mais son degré de civilisation se mesure en partie à la qualité et à l'efficacité de ses Services Publics. Si la gratuité est possible pour la défense nationale, pourquoi ne le serait-elle pas aussi pour les services rendus au public dans un pays civilisé ? Cela paraît utopique, puisque, même payants, les Services Publics sont en déficit. Pourtant la rationalisation et l'automatisation maximale permettraient de grandes économies sur la masse salariale distribuée. Mais les syndicats de salariés s'opposeraient farouchement à la mise en chômage qui en serait la conséquence pour une partie importante du personnel des Services Publics, De même les syndicats se verraient obligés de s'opposer à la fermeture d'usines d'armements si, par miracle, les grands de ce monde devenaient raisonnables, se déclareraient mutuellement la Paix et convenaient du désarmement. De plus la gratuité des Services Publics entraînerait non seulement du chômage, mais encore, dans le cadre de notre régime des comptes, la croissance du déficit de l'Etat puisqu'une partie des ressources encaissées par les Services Publics aurait disparu. Les Services Publics sont donc freinés dans leur développement parce que sur le plan comptable ils ne sont en mesure ni d'intégrer les progrès, ni de répondre aux besoins du public, ni d'accorder à leurs agents des satisfactions légitimes. Donc, ce qui est possible pour la préparation à la guerre, ne peut se faire en temps de paix pour l'amélioration de la qualité de la vie.

II. Quelle solution ?

Toutes ces constatations nous amènent à nous poser la question de savoir si nous sommes obligatoirement liés à notre système financier qui, dans ses structures, est similaire dans les Etats dits capitalistes et dans les Etats dits socialistes, puisque tous deux exigent l'équilibre comptable. Notre système financier est-il une chose naturelle comme la pesanteur par exemple ? Les hommes ont su vaincre la pesanteur. Seraient-ils incapables d'imaginer un système financier adapté aux possibilités exponentielles de la science ? Ne faut-il pas tenir compte, enfin, des bouleversements que l'avalanche des progrès techniques du 20^e siècle a provoqués dans notre vieux système économique ? Dès lors, il y a plus de 40 ans, un ancien Secrétaire d'Etat aux Finances, constatant l'antinomie entre les progrès techniques et le système financier, avait posé la question : « Nos institutions ont-elles été créées par la Providence pour avoir la durée du système solaire ? ». Il s'appelait Jacques DUBOIN et on le traitait d'utopiste en objectant que les progrès techniques créent globalement plus d'emplois qu'ils n'en suppriment dans certains secteurs. Ces objecteurs attardés, ignorants, aveugles ou irréalistes (il en existe toujours) prenaient leurs désirs pour des réalités. De toute une politique de recyclage, de formation professionnelle permanente - qui n'a aussi que pour une minorité. Car aujourd'hui il devient ridicule de s'accrocher encore à ces errements quand on sait par exemple que chaque année notre production augmente d'environ 3% tandis que le chômage progresse de 10 %, que les ordinateurs et l'informatique travaillent mieux et beaucoup plus vite que le cerveau des hommes les plus compétents. Tant que nous n'envisagerons pas de sortir du cadre du système financier, qui comporte l'économie de marché capitaliste, aussi bien que l'économie de marché socialiste, avec leurs paradoxes, avec leurs goulots d'étranglement par les crédits, nous tournerons en rond et chercherons « l'impossible solution ».

N'est-ce pas cette carence qui peut expliquer en grande partie les difficultés économiques, sociales et financières qu'éprouvent tous les pays quel que soit leur régime politique ? Nos économies sont, en effet, basées sur la vieille sentence : « A chacun selon son travail ». Mais cette formule est devenue caduque depuis que le chômage augmente en même temps et souvent plus vite

que la production et que l'on freine même certaines productions, prudemment excédentaires, à seule fin de maintenir des prix rentables.

Quand des mécanismes peuvent travailler mieux, à des cadences et pendant des durées qu'aucun homme ne pourrait supporter, la simple morale, la justice la plus élémentaire voudraient que ces hommes ne deviennent pas les victimes des progrès. Libérés de l'ancestrale obligation de gagner leur vie à la sueur de leur front, - les machines travaillant à leur place -, ils devraient, au contraire, devenir les premiers bénéficiaires, une sorte d'usufruitiers, de rentiers de la civilisation scientifique - au moyen d'un revenu social dont l'importance croît avec la production disponible.

C'est à cette étude que Jacques DUBOIN s'est livré il y a plus de 40 ans. Il a montré les grandes lignes de ce qui pourrait être un ordre économique qui dégagerait toutes les entreprises du carcan de l'économie de marché et de ses contraintes financières, qui stimulerait le progrès sur tous les plans et qui éviterait grandement le problème des pollutions.

Faut-il supposer qu'une minorité puissante, à gauche comme à droite, croit avoir intérêt à faire le silence sur les démonstrations de Jacques DUBOIN et à favoriser plutôt des discussions sur le « sexe des anges » ?

Faut-il admettre que nos concitoyens dans leur majorité ont abdiqué leur droit de penser par eux-mêmes et qu'ils acceptent facilement les contre vérités quotidiennement diffusées ?

Si nous voulons sortir, autrement que par une guerre, du cercle vicieux où nous enferme notre économie de marché avec son système financier, ne convient-il pas de faire, pour une fois, comme l'a recommandé DESCARTES, table rase de tout ce que nous prenons pour des évidences et nous mettre nous-mêmes en doute ?

Dans ce cas nous devons nous poser tout d'abord deux questions : La première : estimons-nous que la vie dans une société avancée exige absolument le maintien d'une économie de marché bien qu'elle se ravive chaque jour d'année en année et rétrograde malgré toutes les modifications qu'elle a connues ?

Si la réponse à cette question est négative nous devons nous demander si nous aurons le courage d'agir selon nos nouvelles conceptions, c'est-à-dire d'aider à l'avancement de ce qu'on appelle une Economie Distributive.

Les Services Publics prendraient alors une forme qui les rendraient capables, d'offrir vraiment le meilleur service au public.